

STATUTS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DU BOXER A F B

TITRE I

FORME – DENOMINATION – OBJET – SIEGE – DUREE

Article 1 – Forme.

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, amateurs de Boxers, une Association déclarée régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

Article 2 – Dénomination.

Elle prend pour titre **Association Française du Boxer (AFB)**.
Elle sollicitera son affiliation à la Société Centrale Canine reconnue d'utilité publique.

Article 3 – Siège social.

Le siège social est fixé à : 2 rue Henri Ferchal 78280 GUYANCOURT.
Il pourra, à tout moment, être transféré à un autre endroit en France par simple décision du Conseil d'Administration.

Article 4 – Durée.

La durée de l'Association est illimitée.

Article 5 – Objet et moyens d'action.

L'Association a pour objet d'améliorer la race et d'en encourager l'élevage, de contribuer à sa promotion, de développer son utilisation.

Elle exerce son activité dans le cadre des statuts, règlements et directives de la Société Centrale Canine qu'elle s'engage à respecter et à appliquer.

Pour atteindre son objet, elle emploie – à titre indicatif et non limitatif – les moyens d'action suivants (à titre d'exemple) :

- a) Etablir et publier la traduction française du standard officiel de la race homologuée par la Fédération Cynologique Internationale (F.C.I).
- b) Diffuser des commentaires du Standard à l'intention des Juges et Experts-Confirmateurs.
- c) Tenir un Répertoire des reproducteurs recommandés et des reproducteurs aptes au travail.
- d) Etablir et soumettre à la Commission Zootechnique de la S.C.C. la liste des points de non-confirmation de la race.
- e) Déterminer les tests destinés à contribuer à l'amélioration de la race.

- f) Former des Juges de la race possédant des connaissances et les aptitudes voulues pour officier avec compétence, autorité et impartialité, tant en exposition qu'en épreuves d'utilisation conformément au Règlement des Juges de la S.C.C.
- g) Désigner chaque année les Experts chargés de la confirmation de la Race, conformément au Règlement des Experts-Confirmateurs de la Société Centrale Canine.
- h) Etablir les programmes et organiser les examens pour les Juges et les Experts-Confirmateurs conformément aux Règlements de la Société Centrale Canine.
- i) Organiser des Expositions Spécialisées de la race et des séances de confirmation, soit par elle-même, soit dans le cadre d'expositions canines toutes races. Patronner, soutenir chaque année quelques expositions canines toutes races françaises dont les Juges de la race auront été choisis par le Comité.
- j) Organiser, par elle-même, ou avec le concours de la Société Centrale Canine, ou avec le concours des Sociétés Canines Régionales affiliées, des épreuves d'utilisation.
- k) Encourager la participation de ses adhérents aux Expositions et aux épreuves d'utilisation. Créer des prix spéciaux à attribuer aux manifestations organisées en conformité avec les Règlements de la Société Centrale Canine.
- l) Organiser des concours de sélection de reproducteurs et reproductrices, à l'occasion notamment d'Expositions Régionales et Nationales d'Élevage.
- m) Assumer un rôle de Conseil pour les inscriptions au Livre des Origines Français.
- n) Vérifier les pedigrees qui pourraient lui paraître suspects.
- o) Favoriser les relations entre adhérents, et les aider et les guider dans l'élevage.
- p) Publier, selon les possibilités financières de l'Association, un Bulletin périodique traitant essentiellement les sujets susceptibles de faire connaître et apprécier la race et permettant aux éleveurs de parfaire leurs connaissances.
- q) Envoyer gratuitement le Bulletin périodique publié par l'Association aux Juges de la race en exercice.
- r) Mettre en œuvre tous les moyens de propagande utiles pour aider à la vulgarisation de la race.

TITRE II

MEMBRES de l'ASSOCIATION

Article 6 – Admission.

L'Association est composée :
des Membres actifs,
des Membres bienfaiteurs,
des Membres d'Honneur.

Pour être Membre actif, il faut être majeur, se faire présenter par un Sociétaire et être agréé par le Comité de l'Association qui statue au besoin à bulletin secret et n'est pas tenu de faire connaître les motifs de ses décisions.

Pour être Membre bienfaiteur, il faut acquitter une cotisation fixée au minimum au double de la cotisation de membre actif.

Le titre de Membre d'Honneur peut être décerné par le Comité à toute personne ayant rendu des services à l'Association. Un membre d'Honneur peut être consulté mais n'est ni éligible, ni électeur.

Article 7 – Cotisation.

Chaque adhérent sera tenu d'acquitter la cotisation annuelle dont le montant est fixé par le Comité Directeur, pour les membres actifs et bienfaiteurs. Elle est due pour l'année à courir par tout membre admis à la date du 1^{er} octobre.

Elle est payable dans le courant du premier trimestre de chaque année. A partir du 1^{er} octobre, les cotisations recueillies lors d'adhésions nouvelles seront comptées pour l'année suivante.

Les Membres d'Honneur ne sont pas tenus au versement d'une cotisation.

Article 8 – Démission, exclusion et décès.

La qualité de Membre se perd par :

a) démission.

Les Sociétaires peuvent démissionner en adressant leur démission au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Ils perdent alors leur qualité de membre de l'Association mais restent tenus au paiement de leur cotisation de l'année en cours, et, éventuellement, des années échues.

b) radiation.

Le non-paiement de la cotisation annuelle un mois après un avertissement recommandé avec accusé de réception entraînera la radiation de plein droit sans autre formalité.

Le Comité a la faculté de prononcer la radiation d'un Sociétaire qui ne respecterait pas les clauses des présents statuts ou qui porterait préjudice par ses actes, paroles ou écrits aux intérêts de l'association ou qui manquerait à l'obligation de courtoisie et d'entraide qui doivent présider aux rapports des Sociétaires entre eux ou qui ne tiendrait pas compte des recommandations de la Commission d'Élevage et continuerait à produire des sujets dont les défauts héréditaires portent préjudice à l'amélioration de la race.

Le Comité doit au préalable demander à l'intéressé de fournir toutes les explications et respecter la procédure définie au Règlement Intérieur de l'Association.

Les décisions du Comité sont susceptibles d'appel devant la Société Centrale Canine comme il est prévu au Règlement Intérieur de celle-là.

c) décès.

En cas de décès d'un Sociétaire, ses héritiers et ayants droit n'acquièrent pas de plein droit la qualité de membre de l'Association.

Les Membres démissionnaires ou exclus et les héritiers ou ayants droit des membres décédés sont tenus aux paiements des cotisations arriérées et des cotisations de l'année en cours lors de la démission, de l'exclusion ou du décès.

TITRE III

ADMINISTRATION

Article 9 – Délégués régionaux.

L'association pourra mettre en place des Délégués Régionaux choisis parmi ses membres et chargés du soin de la représenter dans une zone géographique déterminée qui devra dans la mesure du possible correspondre au territoire d'une société canine régionale affiliée à la SCC.

Article 10 – Comité Directeur.

L'Association est administrée par un Comité composé de 14 membres élus parmi les membres constituant l'Assemblée Générale au scrutin secret à la majorité relative, avec un seul tour de scrutin. Avant l'élection il sera procédé à appel de candidature selon les modalités définies au règlement intérieur de l'Association.

La durée des fonctions d'un Administrateur est fixée à six ans, chaque année s'entendant d'un intervalle séparant deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles.

Le Comité se renouvelle tous les trois ans par moitié.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les mandats sont renouvelables selon l'ordre alphabétique des noms des membres du Comité élus lors de l'Assemblée Constitutive de l'Association. Ils conserveront par la suite ce même ordre sans tenir compte du classement alphabétique du nom du titulaire.

Pour être éligible au Comité, il faut être Français, majeur, jouir de ses droits civiques et être membre de l'Association depuis trois ans.

Ne sont pas éligibles :

- les personnes achetant habituellement des chiens pour les revendre ;
- les personnes prenant des chiens en pension ou en dressage, moyennant rétribution.

Les fonctions de membre du Comité sont bénévoles et ne peuvent, à quelque titre que ce soit, être appointées ou rétribuées par l'Association.

Article 11 – Faculté pour le Comité de se compléter.

En cas de vacance d'un membre du Comité dans l'intervalle de deux Assemblées Générales Ordinaires annuelles, le Comité Directeur pourra pourvoir à son remplacement. S'il ne le fait pas, ses décisions sont cependant valables.

S'il procède à une cooptation, elle devra être ratifiée par l'Assemblée Générale suivante. Les pouvoirs du membre ainsi nommé prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat du membre remplacé.

La cooptation se déroulera selon la procédure définie au Règlement Intérieur de l'Association.

A défaut de ratification de cette cooptation, les délibérations et les actes du Comité resteront cependant valables.

Tout membre du Comité, qui, sans excuse jugée valable n'aura pas assisté à trois réunions consécutives du Comité au cours d'un exercice pourra être considéré comme démissionnaire (exclu) du Comité après que toute latitude d'explication lui ait été donnée après lettre recommandée adressée par le Président et à charge d'en rendre compte devant l'Assemblée Générale suivante qui statuera définitivement.

Article 12 – Bureau du Comité.

Lors de chacun de ses renouvellements statutaires, le Comité Directeur élit parmi ses membres un Président, 2 Vice-présidents, un Secrétaire, un Trésorier, ces deux dernières fonctions pouvant être cumulées par la même personne ou comporter des adjoints.

Le doyen du Comité assure la présidence pour l'élection du Président.

Les conjoints ou membres d'une même famille en ligne directe ne peuvent ensemble faire partie du Bureau.

Le Président ne peut cumuler son mandat qu'avec, au maximum, deux autres mandats de Président (Association territoriale, Association de race).

Article 13 – Réunion et délibérations du Comité.

Le Comité Directeur se réunit une fois au moins tous les six mois et aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige sur convocation de son Président ou sur demande du tiers de ses membres avec proposition d'un ordre du jour précis.

Dans ce dernier cas la convocation doit être envoyée par le président dans les meilleurs délais.

Nul ne peut voter par procuration au sein du Comité. Les Administrateurs absents peuvent seulement donner leur avis par écrit sur les questions portées à l'ordre du jour. Le Président peut autoriser les membres empêchés à voter par correspondance pour certaines questions dont le libellé est bien défini à l'ordre du jour. Notification devra en être portée sur l'ordre du jour.

La présence d'au moins 7 membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du Comité sont constatées par les procès-verbaux qui sont soumis à l'approbation du Comité ; ils ne peuvent être publiés qu'après approbation.

Article 14 – Pouvoir du Comité.

Le Comité est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et faire ou autoriser tous actes et opérations permis à l'Association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

Il surveille la gestion des membres du Bureau et a toujours le droit de se faire rendre compte de leurs actes.

Il peut interdire au Président ou au Trésorier d'accomplir un acte qui entrerait dans leurs attributions statutaires mais dont il contesterait l'opportunité.

Il peut, à la majorité absolue, en cas de faute grave, suspendre provisoirement un ou plusieurs membres du Bureau en attendant la décision de l'Assemblée Générale qui doit en ce cas être convoquée et réunie dans le mois.

Il se prononce, souverainement sur toutes les demandes d'admission et, à charge d'appel devant la S.C.C., sur l'exclusion des sociétaires ainsi qu'il a été indiqué aux articles 6 et 8 ci-dessus.

Il est la juridiction de première instance des décisions disciplinaires pour les infractions aux statuts et règlements commises par ses membres ou pour les infractions commises par les participants aux manifestations organisées par l'Association. Ces infractions sont frappées de forclusion si elles n'ont pas fait l'objet d'une plainte dans l'année suivant leur accomplissement.

Il autorise le Président et le Trésorier à faire tous achats, aliénations ou locations nécessaires au fonctionnement de l'Association.

Article 15 – Compétences.

Le Président est seul responsable vis-à-vis de la S.C.C. Il est chargé d'exécuter les décisions du Comité et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association qu'il représente en Justice et dans tous les actes de la vie civile.

En cas de décès, de démission ou d'absence de longue durée, le doyen des Vice-Présidents substitue le Président et devra convoquer dans un délai de un mois un Comité extraordinaire à fin d'élection du Président.

Le Secrétaire est chargé de tout le travail administratif nécessaire au bon fonctionnement de l'Association.

Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'Association. Il effectue tous paiements et reçoit sous la surveillance du Président toutes sommes dues à l'Association. Il ne peut aliéner les valeurs constituant les fonds de réserve qu'avec l'autorisation du Comité. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations qu'il effectue et en rend compte au Comité sur toute demande de ce dernier et à l'Assemblée Générale annuelle qui approuve, s'il y a lieu, sa gestion.

Tous les membres du Bureau ayant en leur possession des documents appartenant à l'Association, devront les restituer au siège social dès cessation de leur fonction.

TITRE IV

ASSEMBLEE GENERALE

Article 16 – Composition et tenue.

Les sociétaires se réunissent en Assemblée Générale qui est qualifiée d'Extraordinaire lorsque ses décisions se rapportent à une modification des statuts et d'Ordinaire dans les autres cas.

L'Assemblée Générale comprend tous les membres actifs et bienfaiteurs de l'Association à jour de leur cotisation pour l'exercice en cours et inscrits depuis 6 mois au moins avant la date de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Ordinaire se réunit chaque année , avant le 30 Juin au lieu fixé par le Comité directeur sur convocation du Président.

En outre, l'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée extraordinairement soit par le Comité, soit à la demande du quart au moins des membres de l'Association quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, cette demande devant comporter une proposition précise d'ordre du jour.

Article 17 – Convocation, ordre du jour, votes.

Les convocations sont adressées au moins un mois à l'avance par voie de bulletin ou par lettre contenant l'ordre du jour déterminé par le Comité

Chaque membre présent a droit à une voix.

Le vote par procuration n'est pas admis.

Le vote par correspondance est autorisé pour les élections seulement. Chaque sociétaire doit être mis en mesure de pouvoir exercer son droit de vote, soit directement, soit par correspondance.

Le bilan, le compte de résultats et toutes pièces justificatives de l'exercice écoulé peuvent être consultés auprès du trésorier, dans les trente jours qui précèdent l'assemblée générale annuelle et communiqués à l'assemblée générale.

Article 18 – Bureau de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Comité ou à défaut par un Vice-Président ou encore par un Membre du Comité délégué par le Comité.

Les fonctions de Secrétaire sont remplies par le Secrétaire du Comité ou en son absence par un membre de l'Assemblée Générale désigné par celle-ci.

Il est dressé une feuille de présence signée par les Membres de l'Association en entrant en séance et certifiée par le Président et le Secrétaire.

Article 19 - Assemblée Générale Ordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport du Comité sur sa gestion et sur la situation morale et financière de l'Association. Elle approuve ou redresse les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, ratifie la nomination des administrateurs nommés provisoirement, délibère sur toutes les questions mises à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents.

Article 20 – Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes les dispositions après qu'il en ait été référé à la S.C.C. qui est en droit de demander la modification des statuts de l'Association en cas de changement dans les dispositions de ses propres statuts ou de son Règlement Intérieur.

Elle statue sur toutes les questions urgentes qui lui sont soumises. Elle peut notamment décider la dissolution de l'Association.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit être composée du quart au moins des Sociétaires.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée est convoquée à nouveau dans les conditions prévues à l'article précédent pour l'Assemblée Générale Ordinaire. Ses délibérations sont alors valables, quel que soit le nombre des présents.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

La dissolution de l'Association ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet.

Article 21 – Procès-Verbaux.

Les délibérations de l'Assemblée Générale des Sociétaires sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le Président de l'Association et le Secrétaire. Ceux-ci seront publiés dans le bulletin de l'Association.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Comité ou par deux administrateurs.

TITRE V

RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Article 22 –

Les ressources annuelles de l'Association se composent :

Des droits d'entrée et des cotisations versées par ses membres, des revenus, des biens ou valeurs qu'elle possède, le cas échéant, des subventions qui lui sont accordées.

TITRE VI

DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 23 –

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou forcée de l'Association, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Le produit net de la liquidation sera dévolu à une association ayant un objet similaire et qui sera désigné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Sociétaires

TITRE VII

DISPOSITIONS GENERALES

Article 24 –

Toutes discussions politiques ou religieuses ainsi que les jeux de hasard sont interdits dans les réunions de l'Association ou du Comité.

L'Association s'interdit formellement d'acheter ou de vendre des chiens pour son propre compte ou encore de faire acte - même occasionnellement - d'intermédiaire moyennant taxes ou courtages à l'occasion de transactions entre éleveurs et acquéreurs de chiens.

L'Association peut seulement communiquer les offres et les demandes qui lui sont adressées.

Le Comité devra élaborer un Règlement Intérieur complétant les dispositions des présents statuts.

Des Commissions spéciales pourront être mises en place par le Comité selon les modalités définies par le Règlement Intérieur de l'Association.

Tous les cas non prévus aux présents statuts seront réglés par le Comité suivant le sens le plus conforme à l'esprit des règlements et traditions de la Société Centrale Canine qui devra être informée de la décision adoptée et pourra s'y opposer si elle n'est pas conforme à ses propres règlements.

TITRE VIII

FORMALITES

Article 25 –

Le Comité remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés à cet effet au porteur d'un original des présentes.

*Adoptés par l'Assemblée Extraordinaire du 18 novembre 2006
et modifiés par l'Assemblée Extraordinaire du 18 novembre 2007*